

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 27 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 16

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1325

Κύρωση τῆς Σύμβασης γιὰ τὶς συγκρούσεις νόμων ποὺ ἀφοροῦν τὸν τύπο διατάξεων διαθήκης ποὺ συνομολογήθηκε στὴ Χάγη στὶς 5 Ὀκτωβρίου 1961.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ ποὺ ὁρίζει ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 28 τοῦ Συντάγματος, ἡ Σύμβαση γιὰ τὶς συγκρούσεις νόμων ποὺ ἀφοροῦν τὸν τύπο διατάξεων διαθήκης ποὺ συνομολογήθηκε στὴ Χάγη στὶς 5 Ὀκτωβρίου 1961, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὰ δύο πρωτότυπα στὴ Γαλλικὴ καὶ στὴν Ἀγγλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

XI. Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires.
(conclue le 5 octobre 1961)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des règles communes de solution des conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Une disposition testamentaire est valable quant à la forme si celle-ci répond à la loi interne :

a) du lieu où le testateur a disposé, ou

b) d'une nationalité possédée par le testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

c) d'un lieu dans lequel le testateur avait son domicile, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

d) du lieu dans lequel le testateur avait sa résidence habituelle, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

e) pour les immeubles, du lieu de leur situation.

Aux fins de la présente Convention, si la loi nationale consiste en un système non unifié, la loi applicable est déterminée par les règles en vigueur dans ce système et, à defaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'avait le testateur avec l'une des législations composant ce système.

La question de savoir si le testateur avait un domicile dans un lieu déterminé est régie par la loi de ce même lieu.

Article 2

L'article premier s'applique aux dispositions testamentaires révoquant une disposition testamentaire antérieure.

La révocation est également valable quant à la forme si elle répond à l'une des lois aux termes de laquelle, conformément à l'article premier, la disposition testamentaire révoqée était valable.

Article 3

La présente Convention ne porte pas atteinte aux règles actuelles ou futures des Etats contractants reconnaissant des dispositions testamentaires faites en la forme d'une loi non prévue aux articles précédents.

Article 4

La présente Convention s'applique également aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

Article 5

Aux fins de la présente Convention, les prescriptions limitant les formes de dispositions testamentaires admises et se rattachant à l'âge, à la nationalité ou à d'autres qualités personnelles du testateur, sont considérées comme appartenant au donnaine de la forme. Il en est de même des qualités que doivent posséder les témoins requis pour la validité d'une disposition testamentaire.

Article 6

L'application des règles de conflits établies par la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la nationalité des intéressés ou la loi applicable en vertu des articles précédents ne sont pas celles d'un Etat contractant.

Article 7

L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 8

La présente Convention s'applique à tous les cas où le testateur est décédé après son entrée en vigueur.

Article 9

Chaque Etat contractant peut se réserver, par dérogation à l'article premier, alinéa 3, le droit de déterminer selon la loi du for le lieu dans lequel le testateur avait son domicile.

Article 10

Chaque Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître les dispositions testamentaires faites, en dehors de circonstances extraordinaires, en la forme orale par un de ses ressortissants n'ayant aucune autre nationalité.

Article 11

Chaque Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître, en vertu de prescriptions de sa loi les visant, certaines formes de dispositions testamentaires faites à l'étranger, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la disposition testamentaire n'est valable en la forme que selon une loi compétente uniquement en raison du lieu où le testateur a disposé,

b) le testateur avait la nationalité de l'Etat qui aura fait la réserve,

c) le testateur était domicilié dans ledit Etat ou y avait sa résidence habituelle, et

d) le testateur est décédé dans un Etat autre que celui où il avait disposé.

Cette réserve n'a d'effets que pour les seuls biens qui se trouvent dans l'Etat qui l'aura faite.

Article 12

Chaque Etat contractant peut se réserver d'exclure l'application de la présente Convention aux clauses testamentaires qui, selon son droit, n'ont pas un caractère successoral.

Article 13

Chaque Etat contractant peut se réserver, par dérogation à l'article 8 de n'appliquer la présente Convention qu'aux dispositions testamentaires postérieures à son entrée en vigueur.

Article 14

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de la Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 15

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 14, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 16

Tout Etat non représentè à la Neuvième session de la Conférence de la Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueuren vertu de l'article 15, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérant, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 17

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclares que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 18

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Chaque Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 17, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Chaque Etat contractant pourra, à tout moment' aetirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié ru Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 19

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 15, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 20

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 14, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 16 :

a) les signatures et ratifications visées à l'article14;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 15, alinéa premier;

c) des adhésions visées à l'article 16 et la date ā laquelle elles auront effet;

d) les extensions visées â l'article 17 et la date ā laquelle elles auront effet;

e) les réserves et retraits de réserves visés à l'article 18;

f) les dénonciations visées à l'article 19, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes. en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvière session de la Conférence de la Haye de droit international privé.

XI. Convention on the conflicts of laws relating to the form of testamentary dispositions
(Concluded October 5, 1961)

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish common provisions on the conflicts of laws relating to the form of testamentary dispositions,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions :

Article 1

A testamentary disposition shall be valid as regards form if its form complies with the internal law :

a) of the place where the testator made it, or

b) of a nationality possessed by the testator, either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or

c) of a place in which the testator had his domicile either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or

d) of the place in which the testator had his habitual residence either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or

e) so far as immovables are concerned, of the place where they are situated.

For the purposes of the present Convention, if a national law consists of a non-unified system, the law to be applied shall be determined by the rules in force in that system and, failing any such rules, by the most real connexion which the testator had with any one of the various laws within that system.

The determination of whether or not the testator had his domicile in a particular place shall be governed by the law of that place.

Article 2

Article 1 shall apply to testamentary dispositons revoking an earlier testamentary disposition.

The revocation shall also be valid as regards form if it complies with any one of the laws according to the terms of which, under Article 1, the testamentary disposition that has been revoked was valid.

Article 3

The present Convention shall not affect any existing or future rules of law in contracting States which recognize testamentary dispositions made in compliance with the formal requirements of a law other than a law reffered to in the preceding Articles.

Article 4

The present Convention shall apply to the form of testamentary dispositions made by two or more persons in one document.

Article 5

For the purposes of the present Convention, any provision of law which limits the permitted forms of testamentary dispositions by reference to the age, nationality or other personal conditions of the testator, shall be deemed to pertain to matters of form. The same rule shall apply to the qualifications that must be possessed by witnesses required for the validity of a testamentary disposition.

Article 6

The application of the rules of conflicts laid down in the present Convention shall be independent of any requirement of reciprocitg. The Convention shall be applied even if the nationality of the persons involved or the law to be applied by virtue of the foregoing Articles is not that of a contracting State.

Article 7

The application of any of the laws declared applicable by the present Convention may be refused only when it is manifestly contrary to «ordre public».

Article 8

The present Convention shall be applied in all cases where the testator dies after its entry into force.

Article 9

Each contracting State may reserve the right, in derogation of the third paragraph of Article 1, to determine in accordance with the lex fori the place where the testator had his domicile.

Article 10

Each contracting State may reserve the right not to recognize testamentary dispositions made orally, save in exceptional circumstances, by one of its nationals possessing no other nationality.

Article 11

Each contracting State may reserve the right not to recognize, by virtue of provisions of its own law relating thereto, forms of testamentary dispositions made abroad when the following conditions are fulfilled :

a) the testamentary disposition is valid as to form by reason only of a law solely applicable because of the place where the testator made his disposition,

b) the testator possessed the nationality of the State making the reservation,

c) the testator was domiciled in the said State or had his habitual residence there, and

d) the testator died in a State other than that in which he had made his disposition.

This reservation shall be effective only as to the property situated in the State making the reservation.

Article 12

Each contracting State may reserve the right to exclude from the application of the present Convention any testamentary clauses which, under its law, do not relate to matters of succession.

Article 13

Each contracting State may reserve the right, in derogation of Article 8, to apply the present Convention only to testamentary dispositions made after its entry into force.

Article 14

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 15

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification reffered to in the second paragraph of Article 14.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 16

Any State not represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 15. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for a State acceding to it on the sixtieth day after the deposit of its instrument of accession.

Article 17

Any State may, at the time of signature. ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 18

Any State may, not later than the moment of its ratification or accession, make one or more of the reservations mentioned in Articles 9, 10, 11, 12 and 13 of the present Convention. No other reservation shall be permitted.

Each contracting State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 17, make one or more of the said reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Each contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 19

XI. Form of Wills

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 15, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation will only have effect as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other contracting States.

Article 20

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 14, and to the States which have acceded in accordance with Article 16, of the following :

a) the signatures and ratifications referred to in Article 14;

b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 15;

c) the accessions referred to in Article 16 and the date on which they take effect;

d) the extetsions referred to in Article 17 and the date on which they take effect;

e) the reservations and withdrawals referred to in Article 18;

f) the denunciation referred to in the third paragraph of Article 19.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

Done at the Hague the 5th October 1961, in French and in English, the French text prevailing in case of divergence between the two texts, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law.

ΣΥΜΒΑΣΗ

Γιὰ τὶς συγκρούσεις νόμων ποὺ ἀφοροῦν τὸν τύπο διατάξεων διαθήκης (συνομολογήθηκε τὴν 5 'Οκτωβρίου 1961).

Τὰ Κράτη ποὺ ὑπογράφουν τὴν παρούσα Σύμβαση, ἐπιθυμώντας νὰ θεσπίσουν κοινοὺς κανόνες γιὰ τὴ λύση τῶν συγκρούσεων νόμων ποὺ ἀφοροῦν τὸν τύπο διατάξεων διαθήκης, ἀποφάσισαν νὰ συνάψουν Σύμβαση γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ καὶ συμφώνησαν στὶς ἀκόλουθες διατάξεις :

Ἄρθρο 1

Διάταξη διαθήκης εἶναι ἔγκυρη ὡς πρὸς τὸν τύπο ἂν εἶναι σύμφωνη μὲ τὸ ἐσωτερικὸ δίκαιο :

α) τοῦ τόπου ὅπου ὁ διαθέτης ἐπιχείρησε τὴ διαθήκη, ἤ

β) μιᾶς ἰθαγένειας ποὺ εἶχε ὁ διαθέτης εἴτε κατὰ τὸ χρόνο ἐπιχειρήσεως τῆς διαθήκης, εἴτε κατὰ τὸ χρόνο τοῦ θανάτου του, ἤ

γ) ἑνὸς τόπου ὅπου ὁ διαθέτης εἶχε τὴν κατοικία του εἴτε κατὰ τὸ χρόνο ἐπιχειρήσεως τῆς διαθήκης, εἴτε κατὰ τὸ χρόνο τοῦ θανάτου του, ἤ

δ) τοῦ τόπου ὅπου ὁ διαθέτης εἶχε τὴ συνήθη διαμονή του εἴτε κατὰ τὸ χρόνο ἐπιχειρήσεως τῆς διαθήκης, εἴτε κατὰ τὸ χρόνο τοῦ θανάτου του, ἤ,

ε) προκειμένου γιὰ ἀκίνητα, τῆς τοποθεσίας τους.

Γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς Συμβάσεως, ἂν τὸ δίκαιο τῆς ἰθαγένειας ἀποτελεῖ μὴ ἑνοποιημένο σύστημα, τὸ ἐφαρμοστέο δίκαιο καθορίζεται ἀπὸ τοὺς κανόνες ποὺ ἰσχύουν στὸ σύστημα αὐτὸ καί, ἂν δὲν ὑπάρχουν τέτοιοι κανόνες, ἀπὸ τὸ στενότερο δεσμὸ τοῦ διαθέτη μὲ μία ἀπὸ τὶς νομοθεσίες ποὺ συγκροτοῦν αὐτὸ τὸ σύστημα.

Τὸ ζήτημα ἂν ὁ διαθέτης εἶχε κατοικία σὲ ὁρισμένο τόπο διέπεται ἀπὸ τὸ δίκαιο τοῦ τόπου αὐτοῦ.

Ἄρθρο 2

Τὸ ἄρθρο 1 ἐφαρμόζεται καὶ σὲ διατάξεις διαθήκης ποὺ ἀνακαλοῦν προγενέστερη διάταξη διαθήκης.

Ἡ ἀνάκληση εἶναι ἐπίσης ἔγκυρη ὡς πρὸς τὸν τύπο ἂν εἶναι σύμφωνη μὲ ἕνα ἀπὸ τὰ δίκαια κατὰ τὶς διατάξεις τοῦ ὁποίου, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 1, ἡ διάταξη διαθήκης ποὺ ἀνακλήθηκε ἦταν ἔγκυρη.

Ἄρθρο 3

Ἡ παρούσα Σύμβαση δὲν θίγει τωρινοὺς ἢ μελλοντικοὺς κανόνες τῶν συμβαλλόμενων Κρατῶν ποὺ ἀναγνωρίζουν ὡς ἔγκυρες διατάξεις διαθήκης οἱ ὁποῖες ἔγιναν σύμφωνα μὲ τὸν τύπο ἑνὸς δικαίου ποὺ δὲν προβλέπεται ἀπὸ τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Ἄρθρο 4

Ἡ παρούσα Σύμβαση ἐφαρμόζεται καὶ στὸν τύπο διατάξεων διαθήκης ποὺ ἔγιναν μὲ τὴν ἴδια πράξη ἀπὸ δύο ἢ περισσότερα πρόσωπα.

Ἄρθρο 5

Γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσας Συμβάσεως οἱ διατάξεις ποὺ περιορίζουν τοὺς προβλεπόμενους τύπους διαθήκης καὶ ἀφοροῦν τὴν ἡλικία, τὴν ἰθαγένεια ἢ ἄλλες προσωπικὲς ἰδιότητες τοῦ διαθέτη θεωροῦνται ὅτι ἀνήκουν στὸ πεδίο τοῦ τύπου. Τὸ ἴδιο ἰσχύει καὶ γιὰ τὶς ἰδιότητες ποὺ πρέπει νὰ ἔχουν οἱ ἀπαιτούμενοι γιὰ τὸ κύρος διαθήκης μάρτυρες.

Ἄρθρο 6

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν κανόνων συγκρούσεως ποὺ θεσπίζει ἡ παρούσα Σύμβαση εἶναι ἀνεξάρτητη ἀπὸ κάθε ὅρο ἀμοιβαιότητας. Ἡ Σύμβαση ἐφαρμόζεται ἀκόμη καὶ ἂν ἡ ἰθαγένεια τῶν ἐνδιαφερομένων ἢ τὸ ἐφαρμοστέο κατὰ τὶς διατάξεις τῶν προηγούμενων ἄρθρων δίκαιο δὲν εἶναι ἡ ἰθαγένεια ἢ τὸ δίκαιο ἑνὸς συμβαλλόμενου Κράτους.

Ἄρθρο 7

Ἡ ἐφαρμογὴ ἑνὸς ἀπὸ τὰ δίκαια ποὺ ὁρίζονται ὡς ἐφαρμοστέα ἀπὸ τὴν παροῦσα Σύμβαση δὲν μπορεῖ νὰ ἀποκλεισθεῖ παρὰ μόνο ἂν εἶναι πρόδηλα ἀσυμβίβαστη μὲ τὴ δημόσια τάξη.

Ἄρθρο 8

Ἡ παροῦσα Σύμβαση ἐφαρμόζεται σὲ ὅλες τὶς περιπτώσεις ποὺ ὁ διαθέτης ἀποβίωσε μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος της.

Ἄρθρο 9

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλάξει τὸ δικαίωμα, κατὰ παρέκκλιση ἀπὸ τὸ ἄρθρο 1 παράγραφος 3, νὰ καθορίζει σύμφωνα μὲ τὸ δίκαιο τοῦ δικάζοντος δικαστῆ τὸν τόπο ποὺ ὁ διαθέτης εἶχε τὴν κατοικία του.

Ἄρθρο 10

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ νὰ μὴν ἀναγνωρίζει τὶς διατάξεις διαθήκης ποὺ ἔγιναν μὲ προφορικὸ τύπο ἀπὸ πρόσωπο ποὺ δὲν ἔχει παρὰ μόνο τὴν ἰθαγένεια τοῦ Κράτους αὐτοῦ, ἐκτὸς ἀπὸ τὶς διατάξεις ποὺ ἔγιναν κάτω ἀπὸ ἔκτακτες συνθῆκες.

Ἄρθρο 11

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ νὰ μὴν ἀναγνωρίζει, μὲ βάση σχετικὲς διατάξεις τοῦ δικαίου του, ὁρισμένους τύπους διαθήκης ποὺ ἔγιναν στὴν ἀλλοδαπή, ἐφόσον συντρέχουν οἱ ἑξῆς προϋποθέσεις :

α) ἡ διάταξη διαθήκης εἶναι ἔγκυρη ὡς πρὸς τὸν τύπο σύμφωνα μόνο μὲ ἕνα δίκαιο ποὺ εἶναι ἁρμόδιο ἀποκλειστικὰ ἐξαιτίας τοῦ τόπου ὅπου ὁ διαθέτης ἐπιχείρησε τὴ διαθήκη,

β) ὁ διαθέτης εἶχε τὴν ἰθαγένεια τοῦ Κράτους ποὺ διατύπωσε τὴν ἐπιφύλαξη,

γ) ὁ διαθέτης εἶχε τὴν κατοικία του ἢ τὴ συνήθη διαμονή του στὸ Κράτος αὐτό, καὶ

δ) ὁ διαθέτης ἀποβίωσε σὲ κράτος ἄλλο ἀπὸ ἐκεῖνο ποὺ εἶχε ἐπιχειρήσει τὴ διαθήκη.

Ἡ ἐπιφύλαξη αὐτὴ δὲν ἔχει ἀποτελέσματα παρὰ μόνο ὡς πρὸς τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα ποὺ βρίσκονται στὸ Κράτος ποὺ τὴ διατύπωσε.

Ἄρθρο 12

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ νὰ ἀποκλείσει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως στὶς ρῆτρες τῆς διαθήκης ποὺ σύμφωνα μὲ τὸ δίκαιό του δὲν ἔχουν κληρονομικὸ χαρακτήρα.

Ἄρθρο 13

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ, κατὰ παρέκκλιση ἀπὸ τὸ ἄρθρο 8, νὰ μὴν ἐφαρμόζει τὴν παροῦσα Σύμβαση παρὰ μόνο σὲ διατάξεις διαθήκης ποὺ ἔγιναν μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος της.

Ἄρθρο 14

Ἡ παροῦσα Σύμβαση εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ τὴν ὑπογραφὴ ἀπὸ τὰ Κράτη ποὺ ἀντιπροσωπεύθηκαν στὴν Ἔνατη Σύνοδο τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης ἰδιωτικοῦ διεθνοῦς δικαίου.

Θὰ ἐπικυρωθεῖ καὶ τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεώς της θὰ κατατεθοῦν στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν

Ἄρθρο 15

Ἡ παροῦσα Σύμβαση θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει τὴν ἑξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν κατάθεση τοῦ τρίτου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 14 παράγραφος 2.

Ἡ Σύμβαση θὰ ἰσχύσει, γιὰ κάθε ὑπογράφον Κράτος ποὺ θὰ τὴν ἐπικυρώσει μεταγενέστερα, τὴν ἑξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεώς του.

Ἄρθρο 16

Κάθε Κράτος ποὺ δὲν ἀντιπροσωπεύθηκε στὴν Ἔνατη Σύνοδο τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης ἰδιωτικοῦ διεθνοῦς δικαίου μπορεῖ νὰ προσχωρήσει στὴν παροῦσα Σύμβαση, μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος της κατὰ τὸ ἄρθρο 15 παράγραφος 1. Τὸ ἔγγραφο προσχωρήσεως νὰ κατατεθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

Γιὰ τὸ Κράτος ποὺ προσχωρεῖ, ἡ Σύμβαση θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει τὴν ἑξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του.

Ἄρθρο 17

Κάθε Κράτος, κατὰ τὴν ὑπογραφή, ἐπικύρωση ἢ προσχώρηση, μπορεῖ νὰ δηλώσει ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβαση θὰ ἐπεκταθεῖ σὲ ὅλα τὰ ἐδάφη ποὺ ἐκπροσωπεῖ διεθνῶς ἢ σ' ἕνα ἢ περισσότερα ἀπὸ αὐτά. Ἡ δήλωση αὐτὴ ἀναπτύσσει τὶς συνέπειές της τὴν ἡμέρα ποὺ ἡ Σύμβαση ἀρχίζει νὰ ἰσχύει γιὰ τὸ Κράτος αὐτό.

Στὴ συνέχεια, κάθε παρόμοια ἐπέκταση θὰ γνωστοποιεῖται στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

Ἡ Σύμβαση θὰ ἰσχύσει, ὡς πρὸς τὰ ἐδάφη ποὺ ἀναφέρονται στὴ δήλωση ἐπεκτάσεως, τὴν ἑξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴ γνωστοποίηση ποὺ προβλέπεται στὴν προηγούμενη παράγραφο.

Ἄρθρο 18

Κάθε Κράτος, τὸ ἀργότερο κατὰ τὴν ἐπικύρωση ἢ τὴν προσχώρηση, μπορεῖ νὰ διατυπώσει μία ἢ περισσότερες ἀπὸ τὶς ἐπιφυλάξεις ποὺ προβλέπονται στὰ ἄρθρα 9, 10, 11, 12 καὶ 13 τῆς παρούσας Συμβάσεως. Καμιὰ ἄλλη ἐπιφύλαξη δὲν θὰ γίνει δεκτή.

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ ἐπίσης, κατὰ τὴ γνωστοποίηση ἐπεκτάσεως τῆς Συμβάσεως σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 17, νὰ διατυπώσει μία ἢ περισσότερες ἀπὸ τὶς ἐπιφυλάξεις αὐτὲς μὲ ἀποτέλεσμα περιορισμένο στὰ ἐδάφη ποὺ ἀναφέρονται στὴ δήλωση ἐπεκτάσεως ἢ σὲ ὁρισμένα ἀπὸ αὐτά.

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ, ὁποτεδήποτε, νὰ ἀνακαλέσει ἐπιφύλαξη ποὺ ἔχει διατυπώσει. Ἡ ἀνάκληση θὰ γνωστοποιηθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

Ἡ ἐνέργεια τῆς ἐπιφυλάξεως θὰ παύσει τὴν ἑξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴ γνωστοποίηση ποὺ ἀναφέρεται στὴν προηγούμενη παράγραφο.

Ἄρθρο 19

Ἡ παροῦσα Σύμβαση θὰ ἔχει διάρκεια πέντε ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 15 παράγραφος 1, ἀκόμη καὶ γιὰ τὰ Κράτη ποὺ θὰ τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει ἢ θὰ ἔχουν προσχωρήσει σ' αὐτὴν μεταγενέστερα.

Ἡ Σύμβαση θὰ ἀνανεώνεται σιωπηρὰ κάθε πέντε ἔτη, ἐκτὸς ἂν καταγγελθεῖ.

Ἡ καταγγελία θὰ γνωστοποιηθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν τουλάχιστο ἕξι μῆνες πρὶν ἐκπνεύσει ἡ προθεσμία τῶν πέντε ἐτῶν.

Μπορεῖ νὰ περιορισθεῖ σὲ ὁρισμένα ἀπὸ τὰ ἐδάφη στὰ ὁποῖα ἐφαρμόζεται ἡ Σύμβαση.

Ἡ καταγγελία δὲν θὰ ἰσχύει παρὰ μόνο ὡς πρὸς τὸ Κράτος ποὺ τὴν ἔχει γνωστοποιήσει. Ἡ Σύμβαση θὰ παραμείνει σὲ ἰσχὺ γιὰ τὰ ἄλλα συμβαλλόμενα Κράτη.

Ἄρθρο 20

Τὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν θὰ γνωστοποιήσει στὰ Κράτη ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 14,

καθὼς καὶ στὰ Κράτη ποὺ θὰ προσχωρήσουν σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16:

α) τὶς ὑπογραφὲς καὶ ἐπικυρώσεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 14,

β) τὴν ἡμερομηνία ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἡ παρούσα Σύμβαση σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 15 παράγραφος 1,

γ) τὶς προσχωρήσεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 16 καὶ τὴν ἡμερομηνία ἀπὸ τὴν ὁποία θὰ ἰσχύσουν,

δ) τὶς δηλώσεις ἐπεκτάσεως ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 17 καὶ τὴν ἡμερομηνία ἀπὸ τὴν ὁποία θὰ ἰσχύσουν,

ε) τὶς ἐπιφυλάξεις καὶ ἀνακλήσεις ἐπιφυλάξεων ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 18,

στ) τὶς καταγγελίες ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 19 παράγραφος 3.

Σὲ πίστη τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογραφόμενοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παρούσα Σύμβαση.

Ἔγινε στὴ Χάγη, τὴν 5η Ὀκτωβρίου 1961, σ' ἕνα μόνο ἀντίτυπο στὴ γαλλικὴ καὶ ἀγγλική. Σὲ περίπτωση διαφορᾶς τῶν δύο κειμένων ὑπερισχύει τὸ γαλλικό. Τὸ ἀντίτυπο αὐτὸ θὰ κατατεθεῖ στὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ ἕνα κυρωμένο ἀντίγραφό του θὰ διαβιβασθεῖ, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ σὲ καθένα ἀπὸ τὰ Κράτη ποὺ ἀντιπροσωπεύθηκαν στὴν Ἔνατη Σύνοδο τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης ἰδιωτικοῦ διεθνοῦς δικαίου.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλομεν νὰ δημοσιευθῆ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 25 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ — ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 26 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ
ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως:

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	2.500
2. » » Β'	»	4.000
3. » » ΤΑΠΣ	»	3.000
4. » » Γ'	»	1.500
5. » » Δ'	»	3.500
6. » » Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κτλ.	»	1.500
7. » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	300
8. » » Παράρτημα	»	800
9. » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	»	10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά:

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	125
2. » » Β'	»	200
3. » » ΤΑΠΣ	»	150
4. » » Γ'	»	75
5. » » Δ'	»	175
6. » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	75
7. » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	15
8. » » Παράρτημα	»	40
9. » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	»	500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	40
11. Για όλα τα τεύχη	»	1000

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δρχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δρχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δρχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δρχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

Α'. Ανωνύμων Εταιρειών:

1. Των καταστατικών	Δραχ.	25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών	»	25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	»	8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	10.500
6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	9.000
7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσώπευσης στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70	»	6.000
8. Των ανακοινώσεων γιά κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ – ΗΣΑΠ – ΟΣΕ	»	2.800
9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	2.800
10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δραχ.	2.800
11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α. Ν. 148/67.	»	2.800
12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	2.000

Β'. Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

1. Των καταστατικών	»	2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών	»	2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων	»	2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	»	1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	»	1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	»	1.000
8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	»	1.000

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών – Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων:

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών – Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	»	2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	3.200

Δ'. Των δικαστικών πράξεων:

II. Στο Τέταρτο τεύχος:

Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως	»	1.200

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπραξης, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής:

α) στην Αθήνα: στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους: στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.

γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού: όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ